

Demande de compléments du 02/02/24

DAE IKEA Limay

ELVIA GROUP
[JULIEN MARMORAT]



ELVIA GROUP | 27 rue de la Gare 94230 Cachan
info@elvia-group.fr





Page de suivi du document

Rédaction et version du document

Version	Date	Objet	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
A	14/02/2024	Création	Julien MARMORAT 		William BOURGEOIS 

Statut : Validé

Version : A

Toute version précédente doit être archivée.



Suite au dépôt du DAE IKEA LIMAY le 19/12/23, une demande de compléments a été émise par la DRIEAT 78.
Un retour est nécessaire sous 1mois.

L'ensemble des demandes est listé ci-après et des propositions de réponses sont avancées :

Demande DRIEAT	Pièce concerné	Rendu
<p>Des auvents sont prévus le long du bâtiment d'après les plans fournis. Pouvez-vous indiquer si ces auvents sont susceptibles d'accueillir des stockages combustibles ? Si oui, les auvents susceptibles d'accueillir des stockages combustibles sont considérés comme des installations pourvues d'une toiture dédiée au stockage et il convient d'appliquer la méthodologie du Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de février 2023.</p>	<p>Etude d'incidence Résumés non techniques Cerfa</p>	<p>Volume de stockage extérieur ajouté au volume 1510, soit un total de 927 699 m3 contre 926 185 initialement. Aire de stockage sous auvent (L*I*h):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zone sud : 615.6m3 (12x9x5.7) • Zone nord : 897.75m3 (17.5x9x5.7). <p>Reprise du volume au sein des pieces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RNT EI p.6 • PJ7 p.13 • PJ46 p.30 • CERFA • EDD p.37, p 43 <p>Stockage extérieur au sein de bennes à 1m de la paroi d'entrepôt REI 120 et de hauteur inférieure de 2 m du mur, précisé p37 de l'EDD</p>
<p>Dans le résumé non technique page 11, le nombre de piézomètres et forages indiqué n'est pas cohérent avec les données présentes dans l'étude d'incidence : dans l'étude d'incidence page 123, il est indiqué qu'en avril 2021, 3 piézomètres de 15m de profondeur ont été installés. Page 124, il est indiqué que les essais de pompages réalisés ont nécessité la mise en place de 2 forages et 4 piézomètres. Au total, il devrait donc y avoir 7 piézomètres et 2 forages sur le site. Or page 125 de l'étude d'incidence, il est indiqué 6 piézomètres et 2 forages, comme dans le résumé non technique.</p>	<p>RNT EI</p>	<p>Modifié p11 du RNT et p124 /125de l'EI</p>
<p>Dans le résumé non technique page 12 et dans le diagnostic faune-flore-habitats naturels page 33, les mesures présentées ne sont pas cohérentes avec celles présentées dans la demande d'examen au cas par cas ayant conduit à la décision de dispense d'évaluation environnementale.</p> <p>La mesure principale, consistant en un décalage temporel des travaux si la présence d'œdicnème criard est avérée, a été supprimée dans le dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Le service Nature et Paysage de la DRIEAT a indiqué que l'exploitant est exonéré de dépôt d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées, si et seulement si, il respecte : - les préconisations du diagnostic faune-flore-habitats</p>	<p>RNT EI Annexe 10 : Diag faune-flore-habitats</p>	<p>Rappelle la disposition de l'adaptation planning des travaux p34 de l'annexe 10 et p12 du RNT EI et p17 de la pj7</p>



naturels, CESAME, 08/2023, venant en complément du rapport de mai 2022 et intégrant les résultats des prospections réalisées en juillet et août 2023 fourni dans la demande d'examen au cas par cas, - les engagements du rapport de proposition de la gestion de la présence éventuelle de l'OEdicnème criard, IKEA, 17/10/2023 fourni dans le cas par cas et - les préconisations du service dans le mail du 7 décembre 2023. Nous vous rappelons qu'il est indispensable, pour la solidité juridique de la procédure, que le dossier d'autorisation environnementale soit cohérent avec la demande d'examen au cas par cas ayant abouti à une dispense d'évaluation environnementale. De plus, il vous est demandé de transmettre, dans les plus brefs délais après sa réalisation, le compte-rendu du passage de l'écologue prévu en avril, afin qu'il puisse être porté sans tarder à la connaissance du public.		
Concernant les nuisances sonores : dans l'étude d'incidence page 71 et 72, la carte de localisation des points de mesures et le niveau sonore mesuré en limite de propriété au point Lp2 en période diurne (LAeq) ne sont pas cohérents avec les données fournies dans la notice acoustique page 23 et 29.	EI	Cartographie modifié p.71
Concernant la surface soustraite à la crue : l'étude d'incidence indique en page 117 une surface disponible sous PHEC avant-projet de 9133 m ² et une surface disponible après de 6261 m ² soit une différence de 2872 m ² . Or la surface à compenser indiquée dans le dossier est de 3872 m ² : coquille à corriger.	EI	Coquille p117 corrigée.
Les plans de situation fournis ne sont pas cohérents avec la réalité de l'occupation des parcelles autour du projet. On note par exemple la présence de l'entrepôt anciennement «Recyc Matelas » le long de la darse, détruit pour aménager le quai partagé que vous utiliserez .	EI	Reprise des PJ02 ELVIA GROUP 09/02/24
Concernant le confinement des eaux d'extinction : l'étude d'incidence indique, en sa page 98, que les pompes de relevage après bassin seront mises à l'arrêt pour permettre le confinement des eaux d'extinction. Page 100 de ce document, il est indiqué que les eaux d'exutoire des bassins seront relevées pour le bassin n°1 et gérées gravitairement pour le bassin n°2 vers un regard d'assainissement en limite de parcelle et raccordé sur le réseau existant Rue de la Noue ; ce regard sera équipé d'un clapet anti-retour. Malgré les plans fournis dans la notice terrassement-assainissement et le plan des locaux sensibles affichant les pompes de relevage, le fonctionnement de ces bassins n'est pas compréhensible notamment sur la sortie des bassins. Aussi il vous est demandé de détailler le fonctionnement des bassins et de leur vidange en précisant notamment la sortie, la présence et l'emplacement des pompes de relevage le cas échéant. Un plan doit être également fourni afin de préciser le fonctionnement des bassins, indiquant pour chacun les réseaux d'eaux entrants et sortants, qui seront identifiés distinctement ainsi que les différents	EI Annexe 12 : Notice assainissement Pj2.8 : plan des locaux sensibles	Le fonctionnement des bassins de rétention est précisé page 30 de l'annexe 12. Le raccordement au réseau extérieur est précisé page 35 El p98 et 100 : ajouts d'un plan schématique et renvoie à la notice assainissement modifié et détaillant le fonctionnement PJ2.8 : Le plan des locaux sensibles a été actualisé



ouvrages : au minimum toutes les pompes de relevage, avant et après bassins, les séparateurs d'hydrocarbures etc. De plus, il vous est demandé de mettre en cohérence l'ensemble des pièces du dossier sur ce point, y compris les plans déjà fournis : texte et plans divers doivent converger. Sur le plan des locaux sensibles, les pompes de relevage n'apparaissent pas aux mêmes emplacements et la donnée intitulé Fe de certaines pompes ne correspond pas à la notice d'assainissement. La définition de cette donnée Fe n'est pas expliquée.		
Dans la notice terrassement-assainissement page 30, il est indiqué que les pompes avant bassin seront doublées, et que les alimentations électriques devront être sécurisées pour que les pompes soient en fonctionnement même en cas d'incendie. Pouvez-vous préciser comment cela fonctionnera- t-il concrètement en cas de coupure d'électricité et/ou en cas d'incendie ?	EI Annexe 12 : Notice assainissement	Le fonctionnement des pompes en cas de coupure électrique ou incendie est précisé p32 de l'annexe 12.
Dans l'étude d'incidence page 119, les longueurs de soubassement indiquées dans le tableau de 21,5 m et 11,2 m au sud ne correspondent pas à la longueur de 105,5 mètre linéaire indiquée page 114 (dont 98m à l'est et 7,5m à l'ouest).	EI	Coquille modifié p.119
Dans l'étude d'incidence page 126, il est indiqué qu'avant toute opération de livraison (de carburant), une vanne est actionnée pour dévier vers le sectionneur les eaux pluviales collectées sur l'aire de livraison. Ce mode de fonctionnement n'est pas expliqué plus en détails. Pouvez-vous expliquer davantage ce fonctionnement ainsi que la localisation de ce sectionneur ?	EI	Annexe12 p.49 : mode de fonctionnement détaillé avec plan EI p126 ; précision et schéma de principe intégré
Dans l'étude de dangers page 39, il est indiqué que des exercices d'incendie avec évacuation des locaux seront réalisés chaque année. Je vous rappelle que ceci n'est pas conforme au point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Il convient que l'ensemble des prescriptions fixées par l'arrêté ministériel soit respecté, sauf demande explicite de dérogation de votre part.	EDD	A été précisé la fréquence de 6 mois p 39 de l'EDD
Dans l'étude de dangers page 50, il est indiqué que les façades extérieures Nord et Sud sont en bardage pare-flamme EW 120 sur toute la hauteur avec porte de quai. Pouvez-vous confirmer que les portes de quai seront également EW 120 ? Sinon, pouvez-vous indiquer quelle caractéristique a été pris en compte dans l'étude Flumilog pour les façades Nord et Sud, tenant compte des caractéristiques des portes de quai correspondantes ?	ANNEXE 6 de l'EDD	Réponse par mail EFECTIS à mettre en PJ 9 de l'EDD
Dans l'annexe de l'étude de dangers « Etude d'ingénierie de désenfumage et d'évacuation dans le cadre de l'installation d'une base logistique IKEA à Limay » réalisée par Efectis, page 26, il est pris comme hypothèse que les parois Sud, Nord et Ouest sont modélisées en béton d'épaisseur 20cm et que la paroi Est est modélisée	ANNEXE 1 de l'EDD	Réponse par mail EFECTIS à mettre en PJ 9 de l'EDD



<p>en bardage métallique d'épaisseur 5 mm. Dans la note de présentation non technique du projet page 9 et 10, il est indiqué que les façades extérieures Sud et Nord disposent d'un bardage pare-flamme EW 120 et que la paroi Ouest de la cellule B est en béton REI 120 toute hauteur. Dans l'étude de dangers page 50, sont indiquées les mêmes informations que dans la note de présentation non technique. La paroi Ouest étant une paroi en béton REI 120, la modélisation faite par Efectis considérant les parois Sud, Nord et Ouest équivalentes a donc pris comme hypothèse que les parois Sud et Nord sont REI 120. Pouvez-vous indiquer si l'étude réalisée par Efectis a pris en compte des parois Sud et Nord comme REI 120 ? Si oui, pouvez-vous indiquer si le fait que les parois Sud et Nord, dotées de portes de quai, sont en bardage pare-flamme EW 120 et non en béton REI 120 a impact sur les conclusions de l'étude ?</p>		
<p>Dans l'étude de dangers page 76, il est indiqué que les rétentions des aires affectées au stockage ou au déchargement de liquides inflammables sont raccordées au bassin de confinement. Pouvez-vous confirmer que le bassin de confinement visé est un des deux bassins de rétention des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction d'incendie ? Sinon, pouvez-vous indiquer de quel bassin il s'agit ? Cette connexion à un bassin déporté doit faire l'objet d'une analyse car, en cas d'incendie dans la rétention, une propagation de l'incendie vers le stockage de liquides inflammables est rendue possible par cette connexion. Le cas échéant, les canalisations doivent donc être résistantes au feu et munies de clapet pare-feu.</p>	<p>EDD Annexe 12 : Notice assainissement</p>	<p>Annexe12 p.49 : En cas problème au moment de la livraison il est implanté un regard avec une vanne de confinement qui renvoie les fluides vers une cuve de 10m3 non connectée au réseau d'assainissement.</p> <p>Le système de confinement est déclenché par un bouton poussoir qui ferme une vanne à guillotine permettant l'obturation du réseau et Résistante au feu</p> <p>EDD p76 : ajout de précision et renvoie à la notice assainissement</p>
<p>Dans l'étude de dangers page 144 et à plusieurs autres endroits du dossier, il est indiqué que la hauteur de 1,70 m des écrans de cantonnement est dérogoire aux règles prescrites dans l'Arrêté du 11 avril 2017 modifié. Le point 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 impose une hauteur minimale de 1 mètre pour chaque écran de cantonnement. Pouvez-vous détailler pourquoi une hauteur de 1,70 m serait dérogoire ? S'il s'avérait que cela soit une erreur, il vous est demandé de corriger ce point dans les différentes pièces du dossier.</p>	<p>PJ 8</p>	<p>A été précisé la réglementation du CDT p144 et non pas une dérogation au titre de l'ICPE</p>
<p>Dans la note technique sur le trafic, une des principales propositions envisagées afin d'améliorer le trafic lors des pics estivaux d'activité de la société SEVEPI (silos) implantée en face du site. - concerne les camions de livraison vers l'entreprise SEVEPI. Il n'est toutefois pas certain que cette solution soit suffisante, en particulier, il n'est pas démontré que le parking proposé est suffisamment dimensionné et approprié aux engins compte-tenu des manœuvres nécessaires. Nous notons donc que IKEA n'a pas été en mesure de proposer une solution de gestion de ses flux, n'impactant pas les autres usagers du port et permettant de réduire de manière sûre les problèmes</p>	<p>EI Annexe 1 étude trafic</p>	<p>Ajout de l'annexe 1quat : Mail HAROPA attestant que la règle de fonctionnement sur le port de LIMAY-PORCHEVILLE, et qui s'applique à tous les amodiataires, impose la gestion des flux (camions et véhicules légers) à l'intérieur des parcelles. Ainsi HAROPA PORT s'engage à travailler avec l'entreprise UCAYCS, avant le démarrage de votre activité, pour que cette règle soit respectée.</p>



de circulation lors des périodes de pics de circulation du 20 juin au 20 août, engendré par l'augmentation de trafic lié à son activité logistique.		<p>Ainsi IKEA propose plusieurs mesures de gestion du trafic jugées adéquates (annexe 1ter). Cependant les dispositions adéquates seront prises par HAROPA suivant son engagement.</p> <p>Intégré :</p> <ul style="list-style-type: none">• RNT EI p11• EI p 143• PJ07 : p.19• PJ46 : p.15
Dans la notice terrassement – assainissement page 49, il est indiqué deux bassins provisoires seront réalisés pour fonctionner de façon gravitaire, que le raccordement vers le réseau de la ZAC sera réalisé de façon définitive, ouvrage de sortie du bassin, canalisations et regards entre le bassin et le raccordement sur extérieur seront définitifs. Le plan fourni n'est pas lisible mais il semble qu'un bassin soit prévu à l'angle sud. Pouvez-vous indiquer les côtes NGF de ce bassin et ce qu'il deviendra après la phase chantier ? Si ce bassin soustrait de la surface à la crue même provisoirement, il convient de prévoir une compensation durant la phase chantier.	Annexe 12 : Notice assainissement	P.55 : le bassin est prévu avec une hauteur de talus supérieure à la PHEC (>21.15m NGF) avec décaissement prioritaire du parking VL1 en compensation lors de la phase travaux.
Dans le rapport d'étude géotechnique de conception G2 PRO page 17, il est indiqué que les fonds des bassins sont situés au-dessus des niveaux des « hautes eaux exceptionnelles » (crue débordante) soit 21,15m NGF. Dans la notice terrassement assainissement, il est indiqué que le fond du bassin 1 est situé à 20,76m NGF. Pouvez-vous mettre en cohérence ces données ?	G2PRO ANNEXE 2 EI	Absence d'incohérence. Deux niveaux différents ont été mentionnés : hautes eaux exceptionnelles et hautes eaux exceptionnelles en cas de crue
Dans la mise à jour du plan de gestion des déblais page 7, il est indiqué la présence de deux bassins de rétention enterrés composés de tuyaux spirel au sud-est dont le fond sera calé au-dessus du niveau des eaux actuel. La présence de bassins enterrés n'apparaît pas dans le reste du dossier. Pouvez-vous confirmer ou non la présence de tels bassins et mettre en cohérence l'intégralité du dossier ?	Annexe 5 ter TAUW : gestion des terres	Coquille supprimée p.7
Le dossier doit préciser ce qu'est advenu du piézomètre non comptabilisé	Etude d'incidence	Coquille nombre piézomètre fig 48 p123,175 et125
Actualiser la référence à la décision au cas par cas p.5 de la PJ7	RNT	Coquille modifié p15 de la PJ7
Question complémentaire DIREAT : Personnelle encordé ou nacelle ?	EDD	p.55 : Les interventions se font par les opérateurs ayant l'autorisation de conduite chariots et nacelle (CACES), à l'aide d'une nacelle et les EPI dédiés.



Demande Police de l'eau	Pièce concerné	Rendu
Le dossier doit préciser ce qu'est advenu du piézomètre non comptabilisé PZ2 initial comblé ?	Etude d'incidence	P125 : Les piézomètres et forages utilisés pour les tests pompage ont été posés et seront démantelés cours février conformément aux règles de l'art dictés par la norme NF X 10-999 Les piézomètres PZ1 PZ2 et PZ3 sont quant à eux fermés dans les règles de l'art pour permettre le suivi piézométrique.
Le dossier doit présenter le ou les moyens mis en place pour respecter les seuils des paramètres de DCO et MES. Un bassin de décantation pour les eaux de rabattement de nappe avant rejet au réseau HAROPA doit être mis en place dans le cadre du projet	Etude incidence	p.108 : Elles seront dirigées vers un bassin de décantation permettant de réduire la charge de MES. Un traitement par floculation sera également mis en place pour contrôler le paramètre DCO. Le bassin sera dimensionné pour la capacité maximale de rabattement (50m3/h) pour respecter les seuils d'autorisation HAROPA (50mg/l DCO et 30mg/l MES).
Un bilan d'imperméabilisation de l'ensemble du site (avant pendant et après travaux) est à annexer à l'étude d'incidence	Etude incidence	P. 92 : La création de ces espaces augmentera significativement la part d'espaces verts de la parcelle par rapport à l'existant, passant de 4.8% du terrain à 20% (cf. Annexe 11-Notice paysagère). Précisé p94.
Il est attendu une amélioration de la lisibilité du plan avec notamment l'ajout de légende pour une meilleur compréhension	Annexe 12 : Notice assainissement	Mise en place d'une légende sur la figure (p.54 de la nouvelle version)
Le dossier doit se prononcer sur la fréquence de régularité concernant l'entretien des ouvrages de gestion des EP et ouvrages de dépollution	Annexe 12 : Notice assainissement	Constat visuel de l'encombrement des bacs de décantation sera réalisé mensuellement et le curage préventif sera réalisé tous les trois mois (p.55 de la nouvelle version)



Demande Service Nature et Paysage	Pièce concerné	Rendu
Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de chantier, certaines EEE sont plus susceptibles de se développer. Une veille régulière ainsi qu'une sensibilisation des agents de chantier devront être réalisées.	Annexe 10 étude faune flore	Rappel de la veille EEE p30
La meilleure alternative est bien le décalage temporel des travaux (cf Cas n°2 du document (1)). Sinon, il sera nécessaire d'instaurer un périmètre de protection de 200m autour de l'emplacement du couple nicheur avec interdiction de travaux dans cette zone, avec l'installation d'une palissade (mise en défens opaque) permettant de protéger l'intimité du couple nicheur (mesure de réduction).	Annexe 10 étude faune flore	Rappel la disposition de l'adaptation planning des travaux p34
Mesure de défavorabilisation est validée par notre service (mesure d'évitement).	Annexe 10bis, mesures CEdicnème criard	Complément des mesures d'évitement p9 de l'annexe 10bis
Si l'espèce décide de nicher sur le site au printemps 2024 et que des travaux ont lieu et détruit son aire de reproduction, alors il y aura destruction de son habitat.	Annexe 10bis, mesures CEdicnème criard	Suppression du terme « non significatif » p7 de l'annexe 10bis
Demande Inspection du travail	Pièce concerné	Rendu
Il revient au Directeur régional de l'économie de l'emploi du travail et des solidarités (DRIEETS pour l'IDF) d'instruire toute demande de dérogation, dûment adressée et justifiée au regard de contraintes technicoéconomiques et des mesures compensatoires mises en œuvre (article R 4216-32 et suivants du code du travail). Le dossier évoque une annexe 8 à la PJ 49, dont ne disposons pas. Il ne peut être précisé de fait si cette demande a été formulée à la DRIEETS (Service Santé Sécurité au Travail, 19 rue Madeleine VIONNET, 93000 AUBERVILLIERS). Nous ne pouvons nous prononcer sur ce point.	EDD	Actualisation de la liste des annexes
Pour rappel, comme pour la partie conception des locaux, en application de l'article R 4227-55 du code du travail, le directeur régional de l'économie de l'emploi du travail et des solidarités (DRIEETS pour l'IDF) pourra accorder une dispense temporaire ou permanente sur les prescriptions relevant du chapitre VII du code du travail risques	EDD	EDD p 52 : « La procédure de demande de dérogation est menée en parallèle auprès de la DRIEETS. »